

Texte en anglais trouvé sur le site anar britannique Libcom.org (<http://libcom.org/>), dans sa rubrique « History », sous le titre « 1951: Barcelona general strike ».

La traduction a été réalisée par le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen en avril 2011.

D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

1951 : Grève générale à Barcelone

Une brève description des conditions sociales dans l'Espagne de l'après-guerre civile suivie d'un récit de la grève générale de Barcelone en 1951.

Les événements à Barcelone aboutirent à des grèves dans tout le pays et signalèrent le potentiel pour un retour de la combativité de la classe ouvrière en Espagne, après plus d'une décennie sous la botte du régime franquiste.

La situation de la classe ouvrière espagnole au début des années 1950 était désespérée. Le régime de Franco avait régné sur le pays les 11 dernières années, et les sévères conditions, alimentées par les mesures d'austérité imposées aux travailleurs/euses après la guerre civile, empirèrent rapidement.

Les salaires avaient rapidement baissés depuis 1939 et le coût de la vie avait grimpé tout aussi rapidement. Les prix officiels pour les produits de base recensés par le gouvernement subirent une hausse de 700% pour nombre d'entre eux.

Le chômage dans les campagnes était endémique, le régime estimait en 1950 que sur 3 700 000 paysanNEs et travailleurs/euses ruraux/ales seulement 500 000 avaient un emploi régulier. 40% de la terre était possédée par l'Église, le reste étant possédé par les grands propriétaires terriens représentant 2% de la population. 400 000 personnes autour de Madrid étaient obligées de vivre dans des grottes et des huttes de terre, et 150 000 vivaient dans des grottes ou à ciel ouvert autour de Barcelone, avec des milliers d'autres dormant dans les rues de la ville.

Les zones bombardées ou endommagées autrement durant la guerre civile n'avaient pas été réparées, et les 2/3 de la population vivaient sans eau courante ni électricité. Les taux de tuberculose étaient les plus hauts d'Europe, et il était estimé que 75% des enfants souffraient de la maladie à un degré divers. L'analphabétisme était aussi le plus important d'Europe, et de nombreux milliers d'enfants n'avaient pas l'opportunité d'apprendre ne serait ce que les rudiments de la lecture et de l'écriture.

La répression sauvage, commencée dans les zones nationalistes durant la guerre civile, continua sans relâche, des centaines de personnes furent condamnées à mort par des tribunaux militaires chaque année, et en 1950 près de 200 000 prisonniers politiques étaient en prison ou dans des camps de travail.

Les partis politiques et les syndicats, incluant le syndicat anarcho-syndicaliste, la Confederación Nacional del Trabajo (CNT), et son pendant socialiste, l' Unión General de Trabajadores (UGT), furent interdits. La représentation sur les lieux de travail était confinée au Sindicato Vertical contrôlé par l'État, le seul « syndicat » autorisé légalement en Espagne. Conçu sur le modèle des « syndicats » de l'Italie de Mussolini, ils organisaient à la fois les employeurs et les travailleurs/euses dans la même structure. N'étant rien d'autre qu'un moyen d'assurer la discipline dans les ateliers, la fonction déclarée du Sindicato vertical était de « réussir à harmoniser les intérêts des travailleurs et des employeurs ».

Le seul parti légal était la *Falange Española Tradicionalista de las Juntas de Ofensiva Nacional-Sindicalista* (FET de las JONS), le parti formé par Franco durant la guerre civile et qui fut réorganisé en 1949 sous le nom de Movimiento Nacional. La campagne de guérilla menée par des groupes isolés de militants depuis la

chute de la république avait été pour l'essentiel brisée en 1949. Cassée par des années de guerre, de répression et par l'échec de la campagne de lutte armée, la résistance de la classe ouvrière avait été anéantie dans beaucoup d'endroits.

L'activité politique clandestine n'était toutefois pas complètement absente d'Espagne, des petits groupes socialistes et communistes existaient dans leurs anciens bastions, et la CNT maintenait une présence clandestine dans plusieurs villes dont Barcelone. Mais avec la plupart de leurs militants en exil, emprisonnés ou mort, ces groupes étaient très faibles et exerçaient une influence minime en dehors de quelques endroits.

L'UGT et la CNT avaient toutes deux maintenu une petite présence dans la région basque, et plusieurs grèves éclatèrent dans des usines là bas à la fin des années 40. Dans l'ensemble, ces grèves étaient isolées et facilement vaincues. Une grève en 1947 fut plus efficace. Démarrée par une grève des métallos et mineurs de Vizcaya, l'incident devint une grève quasi-générale quand elle fut rejointe par d'autres travailleurs/euses de la province. Au bout de 10 jours, 60 000 personnes étaient en grève, y compris des milliers de travailleurs/euses de la province de Guipúzcoa. Les autorités réagirent rapidement et la répression fut sévère, la Vizcaya fut placée sous état de siège, 15 000 personnes perdirent leur travail et des centaines furent arrêtées. Coordonnant l'action avec des représentants des influents groupes séparatistes basques, il est connu que les syndicats ont joué un certain rôle durant la grève.

De petites grèves eurent également lieu dans d'autres villes à la fin des années 1940, dont celle de 3000 chauffeurs de taxi à Madrid à la fin de 1949. Une organisation clandestine limitée des travailleurs/euses à Barcelone se développait à cette époque, et ce fut cette activité souterraine qui contribua à l'extension de la grève générale en 1951.

En février, les autorités de Barcelone annoncèrent une hausse de 40% du prix des tramways, passant de 50 à 70 centavos. La hausse des tickets devait entrer en vigueur le 1^{er} mars. L'agitation contre la hausse commença immédiatement, des affiches appelant au boycott furent placardées et des tracts de protestation furent distribués : « Sois un bon citoyen, montre ton courage. À partir du 1^{er} mars, va à pied au travail ». Des jeunes descendirent dans la rue tôt le matin, distribuant des tracts et incitant les travailleurs/euses à rejoindre le boycott avec des chants comme : « Si tu veux une matinée enjouée, tiens toi à l'écart du tram ».

D'après les chiffres, près de 97% des usagers du tram rejoignirent le boycott le 1^{er} jour et le 4 mars le chiffre était monté à 99%. Les rues étaient remplies de gens marchant, parfois plusieurs kilomètres, vers leurs lieux de travail. Les conducteurs de trams étaient pour la plupart en grève, des attaques eurent lieu contre des trams circulant encore et des unités de police furent stationnées autour de la ville pour les protéger. Voulant en faire un exemple pour les briseurs de grève, le gouverneur Baeza Alegria rafla un rassemblement devant la mairie et remplit un tram, qui après quelques minutes prit un mauvais virage et termina dans une barricade de pavés.

Le boycott fut si puissant en fait que l'espoir des autorités de le voir enfreint par les milliers de fans de football qui devaient aller au stade de Les Corts le dimanche 4 mars fut complètement anéanti. Après avoir vu leur équipe gagner 2 à 1, les supporters du FC Barcelona choisirent de rentrer chez eux à pied sous la pluie battante au lieu de prendre le tram comme d'habitude.

Plusieurs jours après les autorités cédèrent, la compagnie de tram avait perdu 5 millions de pesetas et les anciens tarifs furent réinstaurés. Il fut également annoncé que 70 personnes arrêtées durant le boycott seraient relâchées.

Les dommages avaient cependant déjà été faits et les préparatifs pour transformer le boycott en grève pour à propos de griefs plus généraux étaient déjà en cours. Un manifeste appelant à la grève fut distribué le 4 mars. Un rassemblement eut lieu 2 jours plus tard à l'initiative de membres de partis et de syndicats clandestins, et y compris à l'initiative de membres de la base des Syndicats verticaux. Il fut décidé d'une date pour la grève, celle du 12 mars.

Débutant dans les usines textiles de la zone de Pueblo Nuevo, la grève s'étendit rapidement et impliqua des travailleurs des usines métallurgiques et chimiques, des communications, de la construction, des employés gouvernementaux, des chauffeurs de taxi et de tram. 300 000 travailleurs/euses rejoignirent la grève, nombre d'entre eux/elles se trouvant dans les villes voisines de Badalona, Sabadell, Tarrasa et Mataro.

Initialement étourdies par le succès de la grève, les autorités mobilisèrent de nouveau des milliers de policiers et des unités de la Garde Civile (une sorte de gendarmerie). Des troupes furent déployées et 4 bateaux de guerre, transportant des centaines de fusiliers marins, furent envoyés dans le port de Barcelone. Des manifestations et des affrontements eurent lieu dans la ville et des milliers de grévistes furent arrêtés et emprisonnés pour la durée de la grève.

Tout en exprimant une protestation générale contre le régime, d'autres revendications furent mises en avant dont des augmentations de salaires et une réduction du coût de la vie.

Malgré le fait que Barcelone ait été transformée en camp militaire, les grévistes parvinrent à tenir 14 jours, après quoi la plupart des travailleurs/euses retournèrent au travail. Terrifiées par la perspective d'un soulèvement futur, les autorités relâchèrent la grande majorité des personnes arrêtées et ordonna aux employeurs de payer les salaires complets à celles et ceux qui avaient fait grève. Bien que peu de choses aient été faites pour satisfaire les revendications des grévistes, l'encouragement donné par la grève aux travailleurs/euses du reste du pays fut important, et l'éclatement continu d'autres conflits affligea le régime dans les mois qui suivirent.

Plusieurs semaines après la fin de la grève générale, des perturbations éclatèrent de nouveau au pays basque, particulièrement dans les provinces de Vizcaya et de Guipúzcoa, faisant écho à la grève de 1947. Fin avril, une grève générale eut lieu à Bilbao, impliquant environ 250 000 travailleurs/euses des docks, des usines d'armement, de la métallurgie et du textile. Des grèves éclatèrent également à cette époque dans la région de la Navarre, une grande grève se produisant à Pampelune durant laquelle les travailleurs/euses attaquèrent le Quartier général du parti de la *Falange*. Des grèves des travailleurs du transport se produisirent à Madrid au cours du mois de mai ainsi que d'autres boycotts.

La grève à Barcelone annonça un tournant dans le mouvement pour l'organisation de la classe ouvrière en Espagne. Depuis la moitié des années 1950, les travailleurs/euses de beaucoup de régions industrielles s'étaient organisés dans les Comisiones Obreras (CC.OO.), qui commencèrent à opérer de manière plus ou moins ouverte dans les usines sous la direction du Parti Communiste. Le travail d'organisation obstiné, au niveau des ateliers, mené par les CC.OO., et dans une moindre mesure par l'UGT, aboutit directement aux dramatiques conflits et grèves générales des années 70, qui se produisirent pendant l'agonie de Franco, l'effondrement final du régime et la transition de l'Espagne vers une démocratie libérale qui culmina avec les élections de juin 1977 et l'adoption d'une constitution l'année suivante.